

Une bien mauvaise rencontre...



*« Quel malencontre a été cela qui a pu tant dénaturer l'homme, seul né, de vrai, pour vivre librement ; et lui faire perdre la souvenance de son premier être, et le désir de le reprendre »,
La Boétie*

*« Qu'est-ce que l'Etat si ce n'est l'organisation de la puissance ; mais il est dans la nature de toute puissance de ne point pouvoir souffrir ni de supérieure ni d'égale – la puissance ne pouvant avoir d'autre objet que la domination, et la domination n'étant réelle que lorsque tout ce qui l'entrave lui est assujetti »,
Bakounine*

*« Anarchie, aujourd'hui, c'est l'attaque, c'est la guerre à toute autorité, à tout pouvoir, à tout Etat. Dans la société future, l'anarchie sera la défense, l'empêchement apporté au rétablissement de toute autorité, de tout pouvoir, de tout Etat : pleine et entière liberté de l'individu qui, librement et poussé seulement par ses besoins, par ses goûts et ses sympathies, se réunit à d'autres individus dans le groupe ou dans l'association ; libre développement de l'association qui se fédère avec d'autres dans la commune ou dans le quartier ; libre développement des communes qui se fédèrent dans la région - et ainsi de suite : les régions dans la nation ; les nations dans l'humanité »,
Cafiero*

Sommaire

Aux origines de l'Etat – page 4

Le chef d'Etat précède l'Etat : le rôle de l'esclavage et des pactes de sang dans la naissance de l'Etat

La royauté sacrée

Les morts d'accompagnement, signes explicites de la personnalisation du pouvoir

La royauté divine

Le monopole de la violence jugée légitime

La puissance de la religion

La bureaucratie

L'Etat, producteur d'un lien social spécifique

Une mauvaise rencontre

Un nouveau seuil dans la domination : la domination politique

Le champ de bataille utilitariste – page 16

Etat moderne et Etat-nation

Rendre plus lisible populations et territoires

La mise en place d'équivalences

La rationalité statistique

L'utilitarisme

L'hygiénisme social

Les paradoxes d'un nouveau rapport au monde

Aux origines de l'Etat

« Oh le bel homme qu'un Français avec ses belles lois, qui croyant être bien sage est assurément bien fou ! puisqu'il demeure dans l'esclavage et dans la dépendance »,
Adario Kandiaronk

L'émergence de l'Etat n'est ni la naissance de la domination, ni celle de la hiérarchie.

Beaucoup de sociétés sans Etat s'organisent autour d'inégalités strictes – au premier rang desquelles celles entre hommes et femmes, ou encore entre adultes et enfants. Il peut même exister des élites bien établies. Ce qui change avec l'Etat, c'est que celles-ci se trouvent dotées d'un pouvoir plus fort encore, séparé de la société, que l'on peut qualifier de transcendantal. Il se représente comme extérieur à la société et indépassable. Le chef qui dépasse ses prérogatives est à la merci de quelques flèches. L'Etat, quant à lui, ne disparaît pas si facilement. Et son pouvoir a tendance à organiser l'ensemble des rapports sociaux sur l'espace qu'il contrôle. Le degré de puissance étatique peut d'ailleurs s'établir par rapport à cette capacité de régimenter la vie des gens. La plupart des Etats dans l'histoire ont été relativement faibles, gouvernant réellement qu'autour de leur centre de gravité (la capitale, ou parfois même le seul corps du souverain comme chez les Natchez). Les prérogatives de nos Etats modernes sont à l'inverse particulièrement étendus en comparaison.

Le chef d'Etat précède l'Etat : le rôle de l'esclavage et des pactes de sang dans la naissance de l'Etat

Avant l'émergence de l'Etat, il a bien fallu que des personnes particulières prennent du pouvoir sur les autres. Ce qui manque aux sociétés pour qu'apparaisse l'Etat, déclare l'anthropologue Alain Testart dans ses deux volumes sur *La servitude volontaire*¹, c'est la création d'un réseau de fidélités personnelles autour d'une personne. Développer un tel réseau constitue une double subversion : d'abord des rapports de parenté, c'est-à-dire ce qu'on appelle les liens de solidarité segmentaires, mais aussi des relations cérémonielles, c'est-à-dire de fidélités réciproques bien encadrées. L'établissement de fidélités de personne à personne permet de s'extraire un tant soit peu du poids de la coutume. Sauf qu'à force de développer ces réseaux, certaines personnes parviennent à concentrer des relations personnelles autour d'elles et finissent par constituer des formes de pouvoir sur les autres. Elles ont davantage d'influence, peuvent mobiliser des fidèles, sont privilégiées dans les échanges. Les personnes au centre de ces réseaux de fidélités développent des relations dissymétriques autour d'elles et sont capables de concurrencer

¹ Alain Testart, *La servitude volontaire*, vol.I et II, Errance, 2004

les formes plus anciennes de pouvoir, basées sur la coutume.

Le pouvoir personnel est pour Alain Testart à l'origine de l'Etat. Celui-ci se serait d'abord appuyé sur les fidélités construites entre personnes aux statuts inégaux. Pour qu'il y ait pouvoir effectif, il faut que la fidélité devienne une relation hiérarchisée, de l'ordre de la servitude volontaire. Pour Alain Testart, cette servitude s'est nourrie de deux phénomènes :

- l'esclavage interne pour dettes – on se tourne vers quelqu'un de puissant pour lui demander un service difficilement remboursable, et on se retrouve plus seulement redevable, mais dépendant – ;
- le prix de la fiancée – le mari paye sa femme au père ou à l'oncle de cette dernière, parfois en s'endettant au point de devenir redevable à vie.

Ces deux phénomènes entraînent des formes de dépendance allant jusqu'à l'esclavage. Or, l'esclavage pour dettes est un facteur déterminant, selon Alain Testart, pour l'émergence de l'Etat.

Qu'est-ce que l'esclavage ? Une sorte de mort sociale. L'esclave est l'exclu par excellence, exclu des rapports sociaux fondamentaux. Il n'a plus de réelle existence sociale. Il est surtout le redevable par excellence ; le fidèle le plus dévoué. Il doit payer sa dette. Cette situation donne un pouvoir immense à celui qui reçoit les services de l'endetté. Entouré de ses esclaves pour dettes, il dispose d'une petite armée pour produire et faire, mais aussi tout simplement pour imposer ses préférences et ses ambitions.

L'Etat est l'étape suivante, lui qui s'arroe finalement le monopole de l'esclavage sous une forme ou une autre. Paradoxalement, une fois constituée, les Etats tendront à faire disparaître l'esclavage pour dettes. Pourquoi l'Etat peut être tenté de le limiter ? Parce que les maîtres sont autant de potentiels pouvoirs concurrents. Par ailleurs, la sujétion à l'Etat s'apparente à une dette de tous et toutes envers le pouvoir central. Il émerge d'ailleurs par le prélèvement d'impôts. Or, les esclaves sont autant de personnes échappant à l'impôt, ne servant que leur maître et non l'Etat. C'est pourquoi des Etats despotiques peuvent être non esclavagistes, et à l'inverse des sociétés faiblement hiérarchisées et centralisées fermement esclavagistes. L'esclavage n'est qu'une étape vers l'Etat ; il n'établit pas l'Etat.

Outre l'esclavage pour dettes, Alain Testart évoque aussi les pactes de sang entre personnes inégales. Ces liens attachent durablement une personne à une autre au statut social plus élevé. Ce ne sont plus des fidélités réciproques et symétriques, propres aux rapports entre égaux et égales, très fréquents par exemple chez les Amérindiens du Nord. La liberté de promettre et de s'engager, à la base de la sociabilité ordinaire, se renverse en son contraire : la servitude. La personne au statut supérieur renforce son emprise par l'étendue de son réseau. Elle s'entoure ainsi d'une armée de fidèles et de redevables. Plus elle profite de redevables, plus elle acquiert puissance et prestige, et plus les

personnes se tournent vers elle. Les sociétés africaines baignent dans ces complexes réseaux de fidélités, que l'on retrouve aussi chez les Mongols conquérants ou les barbares autour de l'Empire romain, et jusque dans l'Europe féodale qui sera largement organisée autour de tels pactes.

Progressivement, les pactes et les serments ne lient plus des égaux et des égales entre elles et eux, mais permettent d'asseoir le pouvoir d'un chef. De l'esclavage pour dette aux pactes entre inégaux, ce que décrit Alain Testart est un processus de personnalisation du pouvoir, étape nécessaire à la construction d'un Etat : le chef d'Etat précède donc l'Etat.

La royauté sacrée

La première figure étatique, en ce sens, est le souverain. Ce terme vient du latin *superanus*, désignant les personnes au-dessus des individus ordinaires. De fait, le souverain est la personne exceptionnelle, qui n'a pas à respecter les règles et les usages du commun des mortels. Il concentre, en quelque sorte, les forces transgressives, afin de conjurer ce qui pourrait déstabiliser la communauté. C'est en ce sens que la première royauté est sacrée, comme l'a suggéré Arthur Hocart dans *Rois et courtisans* (1978)².

Le roi sacré est doté d'une nature exceptionnelle. Il peut avoir des mœurs contraires aux tabous habituels, comme l'inceste ou le fratricide. Il est en même temps enserré, soumis à l'isolement de l'extraordinaire : et pour cause, le sacré, qu'il incarne, doit toujours être mis à distance. Il est à la fois un danger et un remède : parce qu'il concentre l'exception et les sources d'instabilité, il devient la solution. Il conjure ce qui peut déstabiliser la cohésion de la communauté. C'est pourquoi il est mis à distance, gardé sous surveillance, ou bien même sacrifié, comme c'est le cas du roi de Calicut au Kerala, mis à mort après douze années de règne.

En réalité, il devient la solution aux troubles qu'il a lui-même créés : il se donne pour mission de restaurer la paix en déniait à la pluralité des forces sociales leur autonomie, suscitant par là une forme de chaos éternel. Il projette sur le monde son arbitraire. C'est d'ailleurs l'action fondatrice du pouvoir du souverain et de l'Etat. Incapables d'instaurer l'ordre dans la liberté, ils organisent un *chaos bien ordonné* à restaurer sans cesse. Ils deviennent ainsi indispensables. Le pouvoir du souverain repose dès son origine sur une manipulation.

Pour autant, le pouvoir du roi sacré reste maîtrisé par la cage du sacré et des rites. Alors que le chef, en s'entourant de fidélités personnelles, parvenait à subvertir ces chaînes coutumières, le souverain sacré se fait rattraper par celles-ci. Parce qu'il est mis à distance, le roi sacré crée un nouveau



Le transport du Grand Soleil 1

² Arthur Hocart, *Rois et courtisans*, Seuil, 1978

rapport au territoire. Il exerce toujours son pouvoir depuis un lieu hors du commun, extérieur à la vie ordinaire, que ce soit un palais, un château ou une capitale, entourés d'une certaine aura : il se constitue un centre, et donc, nécessairement, une périphérie. L'existence d'un centre crée une nouvelle géographie : la société s'organise autour d'un point fixe et absolu, ouvrant la voie à une personnalisation du pouvoir jusque-là inégalée. Ce territoire central est circonscrit, à l'image du souverain des Natchez (le Grand Soleil) qui peut faire ce que bon lui semble autour de sa litière sur laquelle il est transporté, y compris faire exécuter n'importe qui pour n'importe quoi, mais n'administre à peu près rien de la vie de ses sujets à mesure que l'on s'éloigne de lui.

Les morts d'accompagnement, signes explicites de la personnalisation du pouvoir

Il existe des traces archéologiques témoignant de ce processus de personnalisation du pouvoir à l'origine de l'Etat. Les liens de fidélité entre inégaux se révèlent avec force par les morts d'accompagnement, c'est-à-dire les fidèles qui accompagnent le chef dans la mort. La plupart des sociétés où émergent des pouvoirs coercitifs forts connaissent ce phénomène : à la mort du chef, ses fidèles sont tués – ou se tuent volontairement – et enterrés avec lui – ou parfois jetés à la mer, ou encore dans la forêt, selon les croyances et les rituels. Cela peut être des prisonniers massacrés pour l'occasion, mais surtout ses esclaves, ses animaux, ses domestiques, ses concubines, sa garde rapprochée, ses conseillers les plus proches. Ce phénomène témoigne de la puissance de ces liens de fidélité – sachant que bien souvent, les morts d'accompagnement semblent volontaires et disposés à suivre leur chef.

Le mausolée de l'empereur Qin, qui a donné son nom à la Chine en -221, est un célèbre cas de mort d'accompagnement. A ceci près que les êtres de chair et de sang ont été remplacés par des statuettes d'argile. La puissance de l'empereur, bien établie, n'a probablement plus autant besoin de la démonstration de la plus grande des fidélités. C'est le début du déclin de cette pratique qui a été massive en Asie jusqu'à cette période. Les souverains de Corée continueront d'être inhumés accompagnés de cinq hommes et cinq femmes jusqu'en 502. Nous retrouvons en fait cette pratique dans de nombreuses anciennes cultures : Mésopotamie, Egypte, Afrique Subsaharienne, côte Nord-Ouest de l'Amérique, etc. Le rite de la Sati en Inde, consistant à la crémation des veuves, est une persistance de ce phénomène – dont la dimension patriarcale saute alors aux yeux.

Le pouvoir est donc d'abord celui d'une personne entourée d'un cercle de fidèles. Alain Testart repère plusieurs niveaux dans ces liens de fidélité. Les morts d'accompagnement, bien plus fréquents qu'on ne le pense habituellement, représentent un niveau supérieur de pouvoir personnel, pouvoir qui est déjà fétichisé (rendu naturel) et légitimé (justifié par des normes et valeurs transcendantes). Ces morts d'accompagnement ne semblent pas exister au paléolithique, et apparaissent dans les

sociétés inégalitaires et hiérarchisées du néolithique. Elles sont massives dans les royaumes archaïques où il existe la coercition. C'est notamment le cas au sein de la Ière dynastie égyptienne, où les tombeaux des rois sont entourés de rangs entiers de sépultures de domestiques, de courtisans et de proches.

La royauté divine

Les morts rituelles d'accompagnement disparaissent avec l'émergence des bureaucraties. C'est le cas de manière abrupte lors du passage à la IIème dynastie égyptienne. L'Etat est alors pleinement constitué, avec une hiérarchie de fonctionnaires qui supplante le cercle de fidèles. Des fidélités personnelles, on passe à des corps spécialisés d'Etat. Il y a ici un paradoxe : afin d'étendre son pouvoir, le souverain doit déléguer, ne pouvant physiquement pas tout contrôler. La bureaucratie émerge quand le pouvoir n'est plus concentré dans une personne. Les charges sont alors divisées, démultipliant d'autant les capacités d'exercice du pouvoir. Les fonctionnaires sont les yeux et les bras du souverain. Ils en sont l'extension. Ils n'ont plus à accompagner leur souverain dans l'au-delà, étant donné qu'ils n'ont plus de réelles relations personnelles avec lui. En même temps, le souverain n'est plus tout à fait maître de son territoire : certaines informations ne lui parviennent pas, certains fonctionnaires abusent de leur pouvoir jusqu'à le concurrencer. Plus le roi étend son pouvoir et plus il étend sa dépendance à l'égard de ceux qui dépendent de son pouvoir. C'est justement par ce jeu d'influences et d'impositions d'un certain ordre toujours concurrencé par des subordonnés en position de pouvoir que le roi devient un personnage *politique*. Il doit sans cesse relégitimer et reconquérir son pouvoir, imposer l'ordre qui met chacun et chacune à sa place.

En même temps, le souverain représente l'Etat – qui va néanmoins continuer à fonctionner après lui, non sans des rituels et cérémonies pour conjurer l'instabilité créée par sa disparition. A l'apogée de l'Egypte, le règne du pharaon est entièrement tourné vers la préparation de sa mort, que ce soit par l'édification de pyramides ou de tombeaux majestueux. Son règne prépare déjà la continuité de l'empire après sa mort.

Ce type de souverain est même au-delà de l'Etat : d'essence divine. Si le roi sacré est enserré par la société, le roi divin s'émancipe des limites du sacré : il concentre les excès sans conjurer. Il n'est plus garant du multiple par sa fiction de l'unité. Etant incarnation de la différenciation – le sacré n'est-il pas la différence de l'ordinaire ? – le roi sacré ne représente pas réellement l'Un. Il suggère au contraire la différence. Le roi divin, quant à lui, fabrique réellement cette unité. Au roi sacré succède ainsi le roi divin, qui peut dès lors exercer son pouvoir sans limite, car il peut aussi se décharger de certains aspects de son pouvoir sur une classe dirigeante, des fonctionnaires et une armée à ses ordres. Quant à la question territoriale : le pouvoir du roi divin n'est plus circonscrit spatialement comme l'était celui du roi sacré ; il s'étend à l'échelle d'un empire. Le

pharaon règne ainsi sur la Basse et la Haute Egypte, ainsi qu'à l'apogée du Nouvel Empire (-1.500 environ) sur une partie de la Lybie, le royaume de Koush et une partie du Proche-Orient. L'échelle territoriale n'a plus rien à voir avec l'émergence des premiers Etats.

Alain Testart s'appuie sur l'archéologie pour finalement retrouver La Boétie dans la définition de l'essence de la domination : elle s'appuie sur la *servitude volontaire*, c'est-à-dire qu'elle ne tient que parce qu'elle est jugée légitime et acceptée, s'il le faut aussi à travers l'usage de la force, de manière suffisamment large. Mais cela va bien au-delà : comme n'importe quelle nourriture, la servitude donne la subsistance et la force à celles et ceux qui mangent, c'est-à-dire ici aux « mange-peuples » que sont les gens de pouvoir. Sans servitude, pas de pouvoir, mais le processus du pouvoir implique la disparition de l'individu en tant qu'individu. Il ne reste plus que des sujets obnubilés par leur place dans la chaîne hiérarchique. L'acceptation de sa soumission tient dans sa recherche de supériorité sur d'autres. Il peut bien y avoir un chef au-dessus de moi tant que je suis chef d'un autre. Je fusionne ainsi avec le pouvoir et suis dans le même temps transformé en masse nourricière digeste du pouvoir. L'Etat fabrique sa nourriture dans une mécanique implacable. L'Etat n'est donc pas en dernière instance le monopole de la violence jugée légitime, mais bien l'organisation et la hiérarchisation de fidélités (chauvines, patriotiques et nationalistes), c'est-à-dire l'organisation de rapports sociaux particuliers constituant une chaîne hiérarchisée.

Le monopole de la violence jugée légitime

L'Etat s'accompagne toujours d'une composition inégalitaire de la société, avec des personnes qui commandent et d'autres qui obéissent. Si certaines sociétés non étatiques peuvent parfois être très inégalitaires, il n'existe pas de société étatique qui ne le soit pas. L'Etat est toujours la loi qui vient d'en haut, cette transcendance étant incarnée par celles et ceux qui occupent les fonctions sociales les plus élevées.



*Gilets jaunes sur les
Champs-Élysées 1*

C'est aussi une organisation de la force. Tout Etat émerge en même temps qu'une police ou une armée. C'est de plus une institution légitime, c'est-à-dire reconnue par une plus ou moins grande partie de la communauté. A ceci près que la violence d'Etat n'est pas légitime en soi, mais est revendiquée comme la seule par l'Etat et ses agents, qui cherchent ensuite à l'imposer ainsi – ce qui est toujours source de contestation, comme n'importe quel manifestant et manifestante ou opposant et opposante le constate, hier comme aujourd'hui. Elle est donc tenue pour la seule légitime par celles et ceux qui sont du bon côté du manche ; d'où la formule du sociologue allemand Max Weber de « monopole légitime de la violence », qui définit l'Etat. Dans ce sens, l'Etat est une institution qui permet d'imposer sa volonté à tous ceux et toutes

celles sur qui elle a autorité au sein d'un territoire. L'Etat est d'abord un pouvoir coercitif (de contrainte) au sein de ses frontières.

A ceci près que ce n'est pas la violence seule qui fonde la relation de pouvoir étatique. La force du nombre n'est pas du côté des personnes qui commandent. Pourtant, « le grand nombre obéit, et obéit jusqu'à se laisser imposer la souffrance et la mort, alors que le petit nombre commande », remarque Simone Weil³. L'Etat se constitue bien comme monopole de la violence légitime, mais il faut d'abord qu'il y ait eu reconnaissance du pouvoir et abandon de sa souveraineté, notamment de l'usage de la force. En ce sens, l'émeute est une forme de contestation de ce monopole, une remise en cause de l'abandon de la souveraineté sur son corps et sur sa vie. Le pas de côté par rapport au pouvoir commence toujours par faire l'expérience de sa propre puissance – n'en déplaie aux idéologues de la non-violence.

La puissance de la religion

Plus que par la force pure, les classes dirigeantes ont fini par se constituer comme pouvoir séparé – c'est-à-dire comme Etat – à travers la force du symbolique. La puissance de l'Etat est relative par rapport à sa population, tout particulièrement pour les premiers Etats dans l'histoire. Les premiers centres de pouvoir qui ressemblent à des Etats, avec bien souvent une influence limitée tant dans le temps que dans l'espace, sont d'abord des centres religieux et culturels où les populations viennent en pèlerinage. C'est le cas dans la Mésoamérique des Olmèques à partir de -2.500, qui rayonnent à partir de centres cérémoniels majeurs, ou encore de Chavin de Huantar, où des prêtres mettent en scène leur supériorité à travers d'astucieuses mises en scène. En Mésopotamie, les premières villes apparaissent aussi autour de temples religieux. La Boétie faisait de l'instrumentalisation de la religion au service du pouvoir l'un des fondements de la servitude volontaire. L'archéologie montre que le développement de religions constituées autour de prêtres et prophètes, considérés comme supérieurs de par leur proximité avec les dieux, a bel et bien constitué les bases de l'émergence de l'Etat. L'intuition de Bakounine était juste : l'Etat est un prolongement du pouvoir religieux et relève en réalité d'une forme de théologie.



Temple de Chavin de Huantar 1

Pierre Clastres évoque la subversion de la parole par certains chamanes Tupi-

³Simone Weil, « Méditation sur l'obéissance et la liberté », dans le dossier accompagnant *Le discours de la servitude volontaire*, Etienne de La Boétie, Payot, 2002, p.116

Guarani, ces derniers proposant de chercher sans trêve la Terre sans Mal, c'est-à-dire, en gros, l'équivalent du Paradis. L'arrivée des Européens et des missionnaires a créé une telle instabilité que des prophètes ont émergé pour rassembler des tribus jusque-là divisées et motiver à des migrations lointaines. C'est une réponse à un ennemi supérieur et étranger à leur monde culturel.

La chefferie sans pouvoir

La thèse principale de Pierre Clastres est qu'une partie des sociétés sans Etat sont *contre l'Etat*, c'est-à-dire mettent en place des mécanismes de conjuration de l'émergence d'un pouvoir coercitif séparé de la société. L'un de ces mécanismes est de fixer le pouvoir quelque part, de ne pas le laisser circuler librement, pour le garder sous contrôle. C'est justement le rôle du chef sans pouvoir des tribus amérindiennes qu'il a étudié.

A l'instar des révoltes paysannes s'inventant des chefs qui n'existent pas réellement – le Général Ludd par exemple – les sociétés contre l'Etat se dotent de chefs. A ceci près que ce sont des chefs sans pouvoir : ils ne commandent pas ; au mieux peuvent-ils persuader. Surtout, ils rappellent la parole, c'est-à-dire les mythes fondateurs et les coutumes qui les obligent tout autant que les autres.

Le chef qui déborde et tente l'arbitraire ne fait en général pas long feu. Les exécutions de chefs ne sont pas rares. Ce sont des sortes de révolutions, mais qui ne remettent pas en cause l'organisation sociale et la loi des ancêtres, mais l'individu qui fait émerger la coercition, risquant de rompre l'équilibre social (elles sont en ce sens de véritables révolutions, au sens littéral du retour dans un mouvement circulaire). Le chef est au service de la communauté, et si celle-ci considère que ce n'est plus le cas, son destin se réduit souvent à une mort certaine.

Dans certaines sociétés, le chef est réduit essentiellement à un symbole – parfois malmené. Le territoire de l'actuel Mexique est plus connu pour ses pyramides monumentales et ses sacrifices humains. Pourtant, c'est aussi sur cet espace que se sont inventés des mécanismes astucieux pour prévenir l'émergence du pouvoir de commander. Hernan Cortés n'aurait jamais pu conquérir l'Empire Aztèque s'il ne s'était pas allié à la cité de Tlaxcala, qu'il comparait lui-même aux républiques italiennes de son époque⁴. Les membres du conseil qui prenaient leurs décisions au consensus étaient soumis à une série d'épreuves, pour leur passer l'envie de poursuivre des ambitions personnelles : exposition à l'injure publique, période d'isolement, jeûne, privation de sommeil, saignée, instruction morale. Le révolutionnaire exilé au Mexique B.Traven, au 20^{ème} siècle, raconte une de ces cérémonies où l'ancien chef laisse sa place à son successeur. Là aussi, l'humiliation est au cœur du rituel. Sous les quolibets, le futur chef doit s'asseoir sur une chaise percée, le postérieur dénudé, au-dessus d'un pot rempli de braises. Les cicatrices indélébiles lui rappelleront l'honneur d'avoir été au service de sa tribu, mais permettront aussi de le soustraire à la tentation d'un second mandat. Les maximes des actuels zapatistes (« servir et non se servir » ; « obéir et non commander ») ne sont finalement que les interprétations contemporaines de traditions millénaires.

⁴ Hernan Cortés, *Correspondance de Cortés avec l'empereur Charles Quint sur la conquête du Mexique*, Cello et Jombert Fils jeunes, Libraires, 1778, p.35

Certains chamanes ont ainsi dépassé peu à peu leur rôle de guérisseur et d'intermédiaire avec le monde invisible pour concurrencer la parole du chef. Les plus grands d'entre eux, les *karai*, exercent alors une influence grandissante sur les tribus. L'animisme – où le monde invisible est sur le même plan que le monde visible – flirte alors avec la religion – où le monde supérieur est au-dessus du monde ordinaire – ; le chamane se transforme en prophète, figure intermédiaire avant l'apparition du prêtre des religions organisées. Il s'empare de la parole, jusque-là maintenue dans la figure du chef sans pouvoir et sous contrôle : « dans le discours des prophètes gît peut-être en germe le discours du pouvoir et, conclut Pierre Clastres, sous les traits exaltés du meneur d'hommes qui dit le désir des hommes se dissimule peut-être la figure silencieuse du Despote »⁵. Le prophète transgresse l'ordre du verbe, en devenant le porte-parole d'une forme de transcendance, et donc en y faisant entrer la personnalisation du pouvoir.

Il se pourrait bien que l'origine de l'Etat soit dans cette capacité des sociétés humaines à fabriquer de la transcendance, à constituer des autorités au-delà du commun des mortels. Même les sociétés de chasseurs-cueilleurs les plus égalitaires sont régies de façon coercitive par leurs autorités cosmiques. L'Etat émerge de cette puissance transcendante en se l'appropriant – parfois même dans le corps du souverain déifié – et surtout en organisant les rituels. Les sacrifices humains comme signes de soumission aux dieux exigent en même temps une même soumission, y compris par la force, aux puissances terrestres en charge de maintenir l'ordre. Cet ordre est spirituel avant d'être temporel. Cette réalité traverse d'ailleurs, sous des formes différentes, tout autant les autorités de sociétés explicitement religieuses que celles de sociétés sécularisées, comme les nôtres, et néanmoins poursuivant toujours des fétiches. Pour celles et ceux qui en douteraient : qu'est-ce que l'étrange pouvoir de l'argent, dont l'absence dans notre poche réduit drastiquement nos possibilités de faire et d'agir et pour lequel nous donnons une grande partie de notre temps pour le gagner ? Pourtant, il ne s'agit ni plus ni moins que de bouts de papier fabriqués par des procédés industriels à peu près similaires à ceux de brosses à dents. Nous aurions tort de nous moquer des croyances des peuples qui nous semblent exotiques...

La bureaucratie

Subordination des sujets et revendication de la violence jugée légitime, l'Etat se définit tout autant par une administration bureaucratique, c'est-à-dire une organisation rationnelle de l'espace et des individus qui l'occupent. Organisation de la force, légitimée par une dimension symbolique et sacrée, et organisation bureaucratique de la vie, voilà probablement les trois formes qui fusionnent afin de créer l'Etat pleinement

⁵ Pierre Clastres, *La société contre l'Etat*, Les éditions de minuit, 1974, p.186

accompli.

La thèse habituelle est la suivante : avec l'extension des sociétés en termes de nombre, il faut des dirigeants pour guider et des fonctionnaires pour administrer. La bureaucratie serait finalement naturelle, émergente avec un niveau croissant de complexité. Littéralement, cette fiction dit que les sociétés sans hiérarchie ou avec des Etats absents ou faibles sont incapables de créer des systèmes d'écriture sophistiqués, des systèmes d'irrigation complexes, des morphologies urbaines raffinées. Pourtant, plusieurs traces archéologiques tendent à prouver le contraire, au premier rang desquelles les villes de plusieurs dizaines de milliers d'habitants et d'habitantes avec des maisons à étage de la culture du Cucuteni-Trypillia, aux environs de -3.500.

C'est le cas aussi dans des villages mésopotamiens et égyptiens précédents la naissance des royaumes et des cités, au néolithique. Le stockage de denrées agricoles dans des greniers et magasins collectifs semble avoir entraîné des formes d'organisation élaborées, avec archivage à partir de jetons géométriques en argile et de motifs gravés en vue de la redistribution. Néanmoins, ces techniques administratives ne se sont pas accompagnées de hiérarchisation et d'accumulation inégalitaire de richesses, au contraire. Ces sociétés semblent attachées à une relative égalité sociale. Le danger avec la comptabilité, c'est qu'elle peut toutefois être détournée de son objectif initial, et se transformer en instrument de la domination sociale. C'est le cas avec la bureaucratie. Un exemple typique de détournement est celui de la subversion du système villageois des *ayllus* par l'Empire Inca, transformant une forme égalitaire prenant en compte les veuves, les personnes âgées, les infirmes et les orphelins⁶, en machine implacable d'exploitation au profit de l'armée, du clergé et des hauts-fonctionnaires. C'est probablement un retournement similaire qui a eu lieu en Mésopotamie et en Egypte avec la naissance des premières administrations étatiques.

Max Weber a probablement tort de considérer la bureaucratie comme une forme spécifiquement moderne de pouvoir. Dès l'apparition des premières administrations étatiques (Sumer, Egypte etc.), il existe des castes de fonctionnaires et des tendances à la bureaucratiation. La Chine impériale, sous l'influence du confucianisme, sera très bureaucratifiée. Il est néanmoins vrai que les systèmes juridiques et les castes de fonctionnaires se dilatent dans les sociétés modernes au point de constituer des bureaucraties relativement inédites.

Néanmoins, il s'agit toujours et partout d'un pouvoir impersonnel qui repose avant tout sur une administration de fonctionnaires, divisée en spécialités et disposant de moyens de coercition précis et délimités par la loi. C'est pour Max Weber ce qui peut

⁶ L'*ayllu* est à l'origine une communauté solidaire de plusieurs familles, organisant la distribution des terres et les travaux collectifs. L'empire Inca va les transformer en sorte d'entité administrative dirigé par un chef nommé depuis la capitale. Chaque *ayllu* devait travailler des terres dédiées à nourrir les nobles, les prêtres, les fonctionnaires et l'armée.

être appelé « autorité constituée »⁷. Cette domination repose aussi sur la hiérarchie, ou plutôt sur le principe de hiérarchie administrative, qui prévoit des systèmes de contrôle et de surveillance, mais aussi des possibilités de requête des subordonnés vers les supérieurs.

Les règles de ces groupements sont de deux ordres, selon Max Weber : des règles techniques ou des normes. Elles s'acquièrent par une formation professionnelle précise, qui agit comme sélection pour faire partie de la direction administrative. Les administrateurs peuvent ne pas disposer des moyens d'administration et d'acquisition, mais les recevoir dans le cadre de leur fonction. Ils doivent alors en rendre compte.

Par ailleurs, la bureaucratie repose avant tout sur des règles écrites. Grâce à cela, cette domination est potentiellement universelle – donc totalisante – puisque, toujours selon Weber, « avant tout, dans la vie quotidienne, la domination est *administration* »⁸ : l'administration est d'abord *administration de l'existence*, et donc production de normes. Les relations deviennent de plus en plus impersonnelles, c'est-à-dire formelles et techniques, régies par un pouvoir surplombant et mécanique qui dépossède chacun et chacune de ses désirs, de ses décisions et de ses propres mouvements. On n'a pas le droit de déroger à la règle – même si elle est absurde.

L'Etat, producteur d'un lien social spécifique

L'Etat n'est donc pas seulement une organisation de la force par des élites sur les populations. Cette conception minimale occulte notamment le caractère d'intégration de l'Etat. Ce dernier est aussi une machine qui relie les individus entre elles et eux à travers des normes et valeurs, et qui par-là intègre à une collectivité. L'Etat organise aussi la cohésion sociale.

Il produit quelque chose, et ce qu'il produit, *par en haut*, ce n'est rien d'autre qu'*un lien social spécifique*. Il institue une totalité et un rapport au monde basé sur le commandement et l'obéissance. Ce n'est bien sûr pas la seule manière de répondre à la question de la constitution du rapport entre l'individu et les autres, mais cela en est une. L'être humain acquiert son humanité par la vie en collectivité. Or, l'Etat remplit cette fonction nécessaire à toute vie sociale : faire société, ce qui veut dire instituer le social. Il se rend apte à coordonner des informations et à relier des personnes ensemble, à insérer chacun et chacune à un univers dans lequel sa place et sa destinée font sens. Bien sûr, l'humanité n'a pas attendu l'Etat pour s'épanouir. Il existe bien d'autres manières de faire société, mais il en faut une.

L'Etat a toujours allié la force à une puissance normative et intégratrice qui pénètre les consciences. Son pouvoir repose donc sur cette expropriation de la capacité autonome des groupes et individus à établir leurs propres règles. Le pouvoir est ainsi

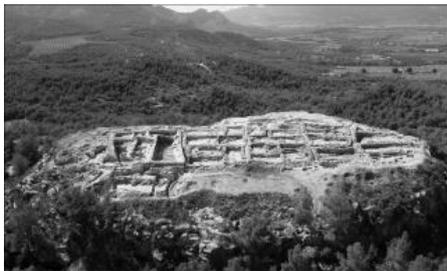
⁷ Max Weber, *Economie et société*, Plon, 1995, p.292

⁸ Max Weber, *Economie et société*, Plon, 1995, p.294

détenu par les hommes et femmes d'Etat. Par cette expropriation, l'Etat réduit l'individu à un membre d'une communauté organique, pour laquelle il doit être prêt à se sacrifier.

Il vient aussi garantir une existence minimale pour le plus grand nombre. Ce n'est pas rien de ne pas être isolé, et d'avoir quelques garanties, même si elles viennent d'en haut. Le patronage, l'assistance sociale et les prestations étatiques sont d'ailleurs aussi anciennes que l'Etat, et même probablement antérieures. Le Code d'Hammurabi, daté de l'époque babylonienne (il y a 4.000 ans environ), organise la vie sociale, propose des salaires minimums, et les élites babyloniennes avaient par exemple prévu l'annulation des dettes pour les plus pauvres quand elles étaient trop élevées et surtout trop nombreuses. Non seulement cela empêche les révoltes, mais en plus l'Etat se pose ainsi en médiateur et en force de régulation des conflits. L'Etat pacifie ainsi l'intérieur de la communauté, y compris et au besoin par sa police, mais aussi en produisant de la servitude.

L'Etat n'est pas seulement le monopole de la violence jugée légitime, c'est aussi une tendance à l'administration des populations et des territoires. Cette immense machine à produire un rapport social spécifique implique une tendance utilitariste permettant de simplifier la diversité réelle des pratiques, des motivations, des sentiments, des modes de vie, des individus réels. Il faut uniformiser et simplifier pour



Cité fortifiée d'El Argar 1

mieux catégoriser et contrôler, faciliter les levées d'impôts et la conscription, etc. Cette tendance est prépondérante dans les Etats modernes, mais existe déjà de manière latente dans les premiers Etats, comme en Egypte, à Sumer, à El Argar, à Shimao ou dans l'aire Olmèque. L'Etat relève d'un mode réducteur d'appréhension du réel. Il simplifie tout. La production des normes et catégories, les méthodes de recueil des données et leur traitement, la structuration du social peuvent être sophistiqués, mais réduisent la complexité du réel. L'essence même de l'Etat réside dans son mouvement d'unification du corps social, c'est-à-dire, pour le dire à la manière de Clastres : la dissolution du multiple dans l'Un.

Une mauvaise rencontre

L'Etat ne peut pas être défini en une simple tournure savante. Monopole de la violence, pouvoir d'administration, mouvement d'unification, prolongement du pouvoir religieux, regroupement d'affidés autour d'une personne, servitude volontaire associée à des capacités de contraintes, l'Etat relève de tout cela à la fois. L'ensemble de ces traits fabrique l'Etat, c'est-à-dire une manière d'organiser les rapports sociaux, même si ces traits sont plus ou moins présents. C'est donc qu'il existe différentes formes étatiques. La faiblesse des Etats du Moyen-âge, par exemple, tient de la fragmentation des

pouvoirs et de la faible capacité d'administration des territoires. Ces royaumes s'apparentent à certains égards à des bandes de guerriers affidés à un personnage tirant de plus en plus son rang d'une légitimation religieuse. A l'inverse, les Etats modernes s'appuient essentiellement sur la forte capacité à administrer des espaces étendus, à connaître les sujets et à les contrôler, notamment en faisant de l'unité une puissante force idéologique (le nationalisme).

Au départ, apparaît le pouvoir d'une personne entourée de fidèles. C'est ainsi qu'Alain Testart explique l'émergence de l'Etat. Toutefois, rien ne vient indiquer pourquoi ce pouvoir personnel a pu se transformer en autre chose, alors que cela ne s'était jamais produit jusqu'à présent. L'acte de naissance de l'Etat reste bien mystérieux. Il relève, comme le suggère La Boétie, d'un *malencontre*. L'émergence de l'Etat n'a donc rien à voir avec une nécessité historique. Elle est presque le fruit du hasard, d'une rencontre fortuite. Ce n'est pas pour rien que la plupart des mythes rendent compte de la fondation des dynasties par l'arrivée d'un étranger : le souverain arrive de l'extérieur et bouleverse la réalité sociale lorsqu'il croise le chemin de cette société.

Edouard Jourdain rappelle l'hypothèse que l'origine de l'Etat se situerait dans la rencontre entre le sédentaire, s'occupant de la production, et le nomade, guerrier offrant sa protection face aux autres nomades venant faire des *razzias* chez les sédentaires⁹. Les stocks des villages ne peuvent que susciter la convoitise de chasseurs-cueilleurs nomades lors des périodes saisonnières défavorables. Périodiquement, ils surgissent et viennent piller les réserves. Afin de se défendre contre ses raids, certains d'entre eux ont peut-être été recrutés par les agriculteurs.



Roi akkadien Naram-Sîn 1

En échange de la satisfaction de leurs besoins matériels, on s'assure le service d'une protection armée. Le chasseur nomade se transforme en guerrier sédentaire et gardien du stock. Voilà peut-être l'impulsion fondatrice de la division sociale générant l'Etat, institution venant fixer l'ordre social ainsi établi. La personnalisation du pouvoir s'incarne dans un guerrier protecteur, séparé fonctionnellement des producteurs à protéger. Le chasseur devient guerrier, le guerrier s'entoure de fidèles et devient chef, dont le pouvoir repose sur la capacité à exercer la violence. Et c'est peut-être autour des centres cérémoniels que cette transformation complète a pu s'accomplir, en bénéficiant de l'appui de pouvoirs religieux venant légitimer ce nouveau pouvoir. Le guerrier domine avec le soutien du prêtre l'agriculteur. Le prêtre importe surtout la transcendance du religieux vers le pouvoir politique, étape nécessaire dans la création de cette institution étrange qu'est l'Etat. Un seuil dans la

⁹ Edouard Jourdain, *Le sauvage et le politique*, PUF, 2023, p.283 à 294

dépossession peut alors être franchi.

Un nouveau seuil dans la domination : la domination politique

Non pas qu'il n'ait pas existé de rapports de domination auparavant, inscrits dans les coutumes, les mythes et les religions, mais certainement pas au point que l'amour de la servitude s'enracine dans le sujet, allant jusqu'à accompagner son maître dans la mort ou à se transformer en chair à canon, que la division sociale entre les personnes qui commandent et celles qui obéissent devienne le pivot de l'organisation sociale et se fige dans des symboles, des bâtiments, des lois, des armes de guerre et l'obligation de payer le tribut. C'est d'ailleurs justement parce que les sociétés sans Etat connaissent la domination, notamment selon le genre ou l'âge, ou encore le poids du religieux et les tentatives de personnalisation du pouvoir par les chefs, qu'elles cherchent à éviter qu'elle n'investisse le champ politique. Ce n'est pas tant la nouveauté de la soumission, mais son potentiel illimité, qui est conjuré.

Les relations préalablement hiérarchisées sont inscrites dans des mœurs stables et sont ainsi strictement encadrées. Le pouvoir politique s'appuie quant à lui sur l'esprit de conquête et le désir de puissance. Il s'affranchit au besoin des anciennes limites pour ne reproduire que sa propre perpétuation et s'étendre vers l'infini. Même quand il se partage au lieu de se concentrer, comme lors de la parenthèse démocratique athénienne, c'est pour mieux dissimuler sa radicale coupure du social : 40.000 citoyens, certes parfois modestes, mais déléguant les activités domestiques et industrielles à plusieurs centaines de milliers de femmes, métèques et esclaves. C'est le règne de la *séparation*. L'émergence de l'Etat délivre le champ politique de son cadenas social ; l'émergence de l'Etat libère une soif de pouvoir impossible à conjurer. « Le pouvoir est maudit », disait l'anarchiste Louise Michel. Sa malédiction vient de cette potentielle illimitation.

En conclusion, l'Etat est une manière d'organiser les rapports sociaux par le haut qui n'est pas naturelle, mais qui apparaît à un moment dans l'histoire. Pendant longtemps, les sociétés organisées de cette manière sont même minoritaires. Ce n'est finalement que récemment que l'organisation étatique s'est imposée à tous et toutes. Comment a-t-elle émergé ? Probablement par la rencontre entre l'agriculteur sédentaire, le chasseur nomade devenu guerrier protecteur des récoltes et le prêtre religieux important la transcendance dans le pouvoir du chef. Le temps de l'illimitation de la politique est alors né.

Le champ de bataille utilitariste

« Saboter les machines. Détruire leurs relais de comptabilité. Quand les puces de poubelles sont désactivées, quand les pointeuses sont brisées à coups de masses, quand les capteurs d'air sont détruits, l'emprise se relâche. Quand on refuse le puçage des brebis ou les normes d'hygiène, les normes sanitaires et les pesticides, quand on refuse d'être évalués, quand on brûle les piquets de repère à la construction d'un pylône THT ou d'une prison, l'emprise se relâche »,

Sur-mesure, tract diffusé lors d'un rassemblement antinucléaire à Flamanville en 2016

L'Etat des temps anciens n'est pas le même que nos Etats modernes, nourris au grain du nationalisme, du colonialisme et du développement industriel et capitaliste. L'essor des Etats modernes et du capitalisme industriel s'est appuyé sur une rationalité nouvelle, que l'on peut qualifier à la suite d'Alain Desrosières de « statistique », ou plus largement d'utilitariste, tant elle embrasse de multiples dimensions : administration étatique plus fine, mais aussi économie, médecine, et tout simplement rapport au monde. Il est difficile de comprendre la gestion autoritaire de la crise sanitaire en 2020, et tout simplement l'aménagement de nos vies par l'Etat et le Capital, sans faire la généalogie de cette rationalité.

Etat moderne et Etat-Nation

L'État moderne émerge en Europe Occidentale lentement et très progressivement en utilisant les cadres institutionnels de la féodalité. Pour décrire la *Naissance des Etats modernes* (2000), l'historien Jean-Marie Constant part des structures féodales encore existantes au 16^{ème} siècle, siècle de cette émergence. La profonde mutation politique qui s'est produite a été possible avec l'apparition de trois piliers, rappelle-t-il :

- Les libertés formelles, d'abord inventées dans la République des Provinces-Unies et descendantes de l'autonomie bourgeoise des villes médiévales : tolérance religieuse, liberté de la presse et de l'édition, liberté du commerce. Ainsi, « la culture, la politique, la religion, le commerce et la mer étaient liés de façon inextricable » dans cette république fragmentée, mosaïque de villes et provinces avec leurs propres franchises et particularités, et toutefois capables de s'entendre efficacement en cas de nécessité¹⁰ ;
- Un appareil d'Etat efficace, créé en premier lieu en France avec la constitution progressive de ce qui a été nommé la monarchie absolue. La collecte des impôts s'affine, permettant d'engranger des recettes, tandis que le contrôle de l'opinion

¹⁰Jean-Marie Constant, *Naissances des Etats modernes*, Belin, 2000, p.91

publique par la presse prend place dans l'usage du pouvoir. Surtout, les intendants et les fonctionnaires dans leur ensemble deviennent « la pièce maîtresse du système de contrôle du royaume par l'Etat au détriment des forces sociales traditionnelles, noblesse, officiers et bourgeoisie des villes »¹¹ ;

- Un contrôle du pouvoir par des assemblées de notables et de délégués, d'après le modèle inventé en Angleterre : le parlement y devient de plus en plus indépendant, votant notamment l'impôt, de même que l'armée prend une place de plus en plus importante.

Ces trois piliers ont ensuite essaimé partout à travers l'Europe, chaque aspect s'influençant l'un l'autre. Même si chaque Etat a conservé ses particularités, un profil commun se dégage. Evidemment, rien n'aurait été possible sans les bouleversements qu'ont été la « découverte » des Amériques en 1492, la Réforme protestante de 1517 et la révolution copernicienne débutée en 1543 et confirmée par Galilée en 1610 : un nouveau rapport au monde commence à émerger, appuyé par différents intellectuels, que la postérité connaît sous le nom des « Lumières » (Leibniz, Spinoza, Locke, Descartes, Montesquieu, etc.). Deux événements politiques majeurs vont confirmer la transformation politique et sociale alors à l'œuvre : l'indépendance des Etats-Unis en 1776 et la Révolution française en 1789. L'architecture politique et sociale ne va plus jamais être la même et est en passe d'instaurer des régimes différents et pourtant semblables partout dans le monde.

La naissance des Etats modernes est par ailleurs concomitante avec l'essor de l'Etat-Nation : à l'appareil d'Etat, constitué de frontières, de règlements, d'une armée de soldats et de fonctionnaires, se juxtapose une identité collective surplombante : la *nation*.

Le philosophe et historien des religions Ernest Renan a laissé un texte célèbre publié en 1869 sur cette question : *Qu'est-ce qu'une nation ?*¹² Traitant « les vivants comme d'ordinaire on traite les morts », ce républicain modéré s'attache à dissocier la race et la nation. Cette dernière est relativement nouvelle et trouve ses sources dans la foi chrétienne commune, l'assimilation des conquérants germaniques et nordiques aux autochtones, le partage d'une même culture. Ces éléments ont permis la création d'une formation politique unitaire, dissimulant au fur et à mesure les particularités : « l'essence d'une nation est que tous les individus aient beaucoup de choses en commun, et aussi que tous aient oublié des choses »¹³. Elle va toutefois au-delà du sang, de la langue, de la religion, des intérêts, de la terre : c'est « un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle »¹⁴.

¹¹Ibid, p.114

¹²Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Mille-et-une-nuits, 1997

¹³Ibid, p.15

¹⁴Ibid, p.30

Si Ernest Renan dissocie race et nation, il naturalise toutefois cette dernière. La race – bien réelle selon lui – est le produit de la nature, tandis que la nation est celle de l’histoire et donc de la civilisation. Ce sont donc les liens spirituels qui se substituent peu à peu aux liens du sang, basés sur l’hérédité. Ces liens appellent les individus à se confondre avec cette entité, à ne pas ménager sacrifices et dévouements, et finalement à abdiquer leur individualité « au profit d’une communauté »¹⁵. Et finalement, « avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple »¹⁶. La nation serait l’expression de cette impulsion à s’abandonner dans une identité collective.

Ce n’est pas étonnant qu’Ernest Renan ne mentionne jamais l’Etat, cet appareil concret constitué de fonctionnaires, de soldats, de lois et de frontières. Pour lui, l’Etat est tout autant un produit nécessaire de l’histoire, présent en toile de fond sans avoir besoin de le nommer. L’apparition de l’Etat a précédé celle de la nation, et cette dernière s’y accole. Dissociée de l’Etat, la nation perd toute consistance. Elle est un peu le supplément d’âme appuyant la dynamique unitaire de la « société pour l’Etat ».

Eric Hobsbawm, dans *Nations et nationalismes depuis 1780*, renverse la perspective du nationalisme – ou plutôt, la remet à l’endroit. Pour les nationalistes, les nations sont des entités, sinon immuables, du moins universelles, qui expriment les besoins génériques des êtres humains d’être associés et identifiés à des communautés historiques stables. La nation serait une entité réelle avec des traits généraux et des caractères communs un peu partout. Elle pourrait ainsi être définie par des critères objectifs : le territoire, la langue, la culture, ou même le « principe spirituel » d’Ernest Renan, qui transcende tous ces éléments. En effet, la nation pourrait tout aussi bien s’appuyer sur des critères subjectifs. Il y aurait donc une nécessité historique basée sur une aspiration humaine à constituer l’Etat-Nation. En réalité, les nations sont des phénomènes historiques récents, comme le rappelle Eric Hobsbawm. Elles sont façonnées par les Etats et les nationalistes, et non l’inverse. Ce ne sont donc ni des produits naturels, ni des nécessités historiques, mais des constructions sociales, fruits de l’effort d’individus constitués en forces sociales.

La nation, au sens moderne du terme, est apparue pour la première fois à l’époque de la Révolution française. Là fut pensée et mise en œuvre la conception bourgeoise et jacobine de l’Etat-Nation, en opposition avec d’autres dynamiques fédéralistes et décentralisées. Pour les jacobins, la définition de la nation est directement liée à celle de l’Etat, avec son territoire, ses frontières et son « peuple ». Ce dernier est censé avoir



Toile de propagande boulangiste 1

¹⁵Ibid, p.34

¹⁶Ibid, p.31

arraché le pouvoir des mains du Roi pour l'exercer par le biais de délégués. La citoyenneté est ainsi définie par la nationalité.

Eric Hobsbawm souligne que la conception que les sections de sans-culottes ont de la nation dépasse le cadre de la définition jacobine. Certains et certaines, surtout aux débuts du processus révolutionnaire, constituent même de fait un morcellement du pouvoir, avec des assemblées de quartier qui forment presque de petits gouvernements autonomes. Par ailleurs, les sans-culottes se considèrent comme les fers de lance d'une révolution sans limites ni frontières, et aspirent à la répandre dans toute l'Europe. Les jacobins sont quant à eux les héritiers de l'obsession centralisatrice de l'Etat, avec son entité territoriale bien définie. Quant aux vellétés de propager la révolution au-delà des frontières, elles seront récupérées et dissoutes dans les ambitions impériales après la reprise en mains par le Directoire, puis par Napoléon.

La maîtrise de l'espace devient un enjeu clé du pouvoir : le capitalisme naissant est un capitalisme reposant sur le foncier, c'est-à-dire sur l'accumulation des terres par des grands-proprétaires. Aucune parcelle de territoire, aucun groupe de population ne doit plus échapper au capital. Les nouvelles classes dirigeantes, la bourgeoisie, ont besoin d'un nouveau cadre socio-spatial : l'Etat-Nation. Celui-ci est bel et bien une construction sociale et historique qui n'a cessé de s'élargir au 19^{ème} siècle pour devenir un phénomène de masse, s'appuyant d'ailleurs de plus en plus sur un arrière-fond raciste. Les études raciales et sur les particularismes culturels sont venues nourrir des logiques identitaires, qui vont largement contribuer à façonner les territoires.

L'expansion est inhérente à l'Etat-Nation. D'ailleurs, la citoyenneté fraîchement conquise lors de la Révolution française va s'incarner rapidement dans la guerre : le citoyen est d'abord un soldat en puissance, que l'on peut mobiliser à tout instant. Les guerres napoléoniennes vont renforcer les règles de conscription et les durées de service militaire. Des centaines de milliers de soldats apprennent ce qu'est l'appartenance à une nation en faisant la guerre.

Il résulte de la construction des Etats-Nations non seulement une tendance à l'aménagement de l'ensemble du territoire, mais aussi une pénétration de l'Etat et de son pouvoir dans l'ensemble de la vie. Les zones de marge, les espaces de retrait, les contours flous se font plus rares. L'Etat veut tout voir et tout contrôler. Il se fait plus intrusif, distillant ses règles et ses normes dans les foyers, les rues, les organisations, les institutions disciplinaires telles que l'école, la prison ou l'asile. L'Etat est encore moins qu'auparavant juste une institution verticale oppressive – que la figure du roi pouvait incarner à juste titre. Il est d'abord l'institution d'une façon d'être quotidienne, impliquant la servitude, mais aussi la « suspicion que nourrissent les hommes contre les autres hommes, mais de plus contre eux-mêmes »¹⁷. Pour Gustav Landauer, l'Etat est

¹⁷Gustav Landauer, *La Révolution*, Sulliver, 2006, p.116

diffus, remplaçant les formes élémentaires de sociabilité par des relations hiérarchiques et formelles. Il propose cette analyse au début 20^{ème} siècle, bien avant Michel Foucault ou la revue communiste *Temps critique*, mais ne fait que rejoindre un auteur qu'il a lu et commenté : La Boétie.

Rendre plus lisible populations et territoires

Les pratiques réelles ont du mal à s'insérer dans des catégories prédéfinies. La diversité de la vie sociale est complexe pour un administrateur, dont une partie de l'activité va être de simplifier cette réalité. Pour James C. Scott, l'émergence des Etats modernes va justement constituer une étape importante dans l'affinement de la lisibilité du territoire et des populations. Quatre traits caractérisent les sociétés qui se développent alors :

- 1) Une administration renforcée pour la protection sociale et le contrôle des populations ;
- 2) L'idéologie du progrès et un utilitarisme assumé, c'est-à-dire chercher à « parvenir à un modèle rationnel d'ordre social »¹⁸ ;
- 3) Un caractère autoritaire, favorisé par des périodes de crise, de guerres et de troubles politiques ;
- 4) Une société civile faible – ou plutôt affaiblie, dirai-je – sans réelle capacité de résistances.

Les Etats modernes sont animés par une mentalité planificatrice hégémonique effaçant les savoir-faire locaux, mettant en place une ingénierie sociale portée par des planificateurs, des ingénieurs, des architectes, des scientifiques et des technocrates. Nous les retrouvons, avec des variantes, aussi bien dans les sociétés les plus dirigistes que les plus libérales.

La mise en place d'équivalences

L'essor des Etats modernes passe par la mise en place de systèmes de mesures étatiques, se substituant aux mesures à échelle humaine inscrites dans les cultures locales. Par exemple, James C. Scott évoque la mesure du temps à parcourir une distance en Malaisie, qui est fonction du temps de cuisson du riz, ou l'évaluation de la quantité de sel requise pour un plat en Ethiopie, en fonction de la préparation du poulet, c'est-à-dire des mesures en rapport à des standards de la vie ordinaire que tout le monde est censé connaître. Les pas, la main ou le pied vont être souvent utilisés comme indicateurs de distance, avec toute l'approximation qui va avec, mais aussi sa compréhension universelle. La mesure des terres cultivées se mesurait traditionnellement en nombre de jours nécessaires pour les travailler, par exemple combien de jours pour la labourer,

¹⁸James C.Scott, *L'œil de l'Etat*, La découverte, 2021, p.19

mesure plus précise pour le paysan que le nombre d'hectares sans précisions du type de sol et des éventuels reliefs.

Ces systèmes de mesure étaient liés à des besoins pratiques et variaient selon les rapports de force avec les pouvoirs locaux – c'est particulièrement le cas des unités de mesure de l'impôt dans les sociétés féodales. Evidemment, cette diversité freine aussi bien les capacités administratives de tout pouvoir centralisé que l'extension des échanges marchands globalisés. C'est pourquoi avec l'essor du commerce mondial et l'émergence des Etats modernes entre le 16^{ème} et le 19^{ème} siècle, les systèmes de mesure ont commencé à s'uniformiser. On oublie que la colonisation a souvent été devancée par les géomètres, et que le développement des premières multinationales que sont la Compagnie britannique des Indes orientales ou son homologue néerlandaise s'est accompagné de la mise en place des fuseaux horaires, des langues nationales, des patronymes, etc.

La Révolution française va servir d'accélérateur dans ce domaine, créant une unité de mesure invariable basée sur le calcul du méridien terrestre : le système métrique. Ce système est alors perçu comme le langage de l'industrie et du commerce. La Révolution française – mouvement hétérogène et conflictuel – et surtout ses suites au Directoire et avec l'Empire vont alimenter d'autres formes de mise en mesure du monde : le découpage des départements avec leurs préfets, le Code civil, c'est-à-dire une entreprise de standardisation du territoire afin de construire un espace politique homogène.

La recherche d'équivalence accompagne le développement des Etats modernes et du capitalisme industriel : l'argent est évidemment la représentation de la quantité de travail d'une marchandise sous une forme d'équivalent général, mais le système métrique, l'unification des poids et mesures, l'imposition de langues nationales, les bureaucraties nationales régentant de vastes territoires de manière uniforme, etc., relèvent aussi de la recherche d'équivalence. Cette dernière est nécessaire pour faciliter le travail d'homogénéisation, qui est en réalité une construction politique, sociale et cognitive d'un espace de commune mesure.

Ce travail fabrique des rôles et s'appuie sur des fonctions. Le juge, l'astronome, le géomètre et le préfet sont chacun à leur manière des figures de la mise en mesure du monde : « le juge tranche avec mesure, l'astronome et le géomètre optimisent leurs mesures, le préfet applique les mesures de son ministre »¹⁹. Mais tous cherchent à susciter l'ordre à travers une forme de rationalité particulière, celle de la statistique et des probabilités ne portant plus tant sur des réalités toujours singulières, mais sur des abstractions générales permettant davantage d'efficience.

¹⁹Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, La Découverte, 2010, p.85

Adolphe Quetelet, au 19^{ème} siècle, va favoriser l'élaboration d'une sorte d'homme moyen abstrait, au-dessus des cas singuliers contingents, permettant de mettre l'accent sur les régularités plutôt que sur les fluctuations, la fixité plutôt que le mouvement, la norme plutôt que la déviance, et finalement l'ordre plutôt que la contestation. Cette pensée abstraite a alors tendance à considérer des agrégats d'individus, c'est-à-dire *stricto sensu* des masses, plutôt que des constructions collectives issues d'individus tous et toutes singuliers.

La rationalité statistique

Le type de gouvernement émergent est d'une autre nature que celui du pouvoir souverain du monarque. Il s'appuie, selon Alain Desrosières, sur une rationalité statistique : « la statistique est, comme le montre l'étymologie, associée à la construction de l'Etat, à son unification, à son administration »²⁰. Le terme vient en effet du latin *status*, signifiant état ou Etat, et a été forgé fin 18^{ème} siècle par l'économiste allemand Gottfried Achenwall. Il considère que la statistique est l'ensemble des connaissances que doit posséder un homme d'Etat.

L'Allemagne est justement le pays où va se développer la statistique. Elle est liée à l'université de Gottingen et propose dès la fin 18^{ème} siècle des savoirs disponibles aux dirigeants. Le but est de faciliter l'action de gouverner en renseignant l'Etat sur sa population et son territoire, en compilant l'ensemble des lois et coutumes, en permettant à l'Etat d'accroître sa population, d'assurer sa défense, de moderniser l'agriculture et de développer le commerce. Le contexte est alors une Allemagne divisée en de multiples micro-Etats en rivalité les uns avec les autres. La statistique devient un outil de puissance dans la course à l'hégémonie.

En Angleterre, cette rationalité statistique va émerger dans cette discipline créée dès le 17^{ème} siècle par William Petty qu'est l'arithmétique politique. A la fois médecin, économiste, homme d'affaire et philosophe, il peut être considéré comme l'un des fondateurs de l'économie politique. Il pose aussi les bases de la démographie. Il participera d'ailleurs très directement à la mise en mesure du monde, puisqu'il aura la charge de cadastrer l'Irlande conquise par Cromwell, pour mieux la pacifier.



William Petty 1

L'arithmétique politique est en quelque sorte l'acte de naissance de l'expertise telle que nous la connaissons. William Petty théorise ces méthodes. La trace des baptêmes, mariages et enterrements vient fixer l'identité des personnes et permettre des calculs sur la population. Ces enregistrements sont rendus

²⁰Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, La Découverte, 2010, p.16

obligatoires dès 1538 en Angleterre et 1539 en France. William Petty utilise ces registres comme base de renseignements et de calculs sur la population.

Il cherche en fait des techniques à proposer au gouvernement, à la manière d'un expert. L'administration britannique n'a pas le poids qu'elle peut avoir en France ou en Prusse, par exemple. L'Etat se heurte en effet aux réticences de certaines élites au sujet des politiques de recensement. La connaissance trop fine de la population par l'Etat concentrerait un pouvoir sans partage au détriment des élites locales. En l'absence de recensement, l'Etat se tourne vers des intellectuels et des universitaires à même de lui donner des solutions. William Petty, qui siège par ailleurs comme parlementaire, est de ceux-là. Avec d'autres, il propose un multiplicateur de population : en comparant dans certaines villes le nombre de naissances avec le nombre effectif d'habitants et d'habitantes, il est possible à partir du nombre total de naissances du pays d'extrapoler pour avoir une approximation de la population totale du pays.

La santé publique va occuper une place essentielle dans le développement de la statistique britannique. L'opinion publique étant hostile aux interventions d'un exécutif national trop fort, le champ est davantage libre pour diverses utilisations de la statistique. C'est le cas en médecine, en lien avec l'éducation des classes populaires, et leurs supposés criminalité, alcoolisme et manque d'hygiène. La rationalité statistique reflète une idéologie de classe qui se constitue alors. Le glissement de la santé vers l'économie est aisé : la croissance des richesses est censée résoudre les problèmes de la misère.

Outre l'arithmétique politique britannique et la statistique allemande, la France va elle aussi développer son propre courant participant à la constitution de cette rationalité statistique. L'Etat y est dès le 17^{ème} siècle fort et centralisé, avec une tradition administrative solidement ancrée. Les intendants sont ainsi en charge de décrire le plus minutieusement possible les provinces au Roi. Les objectifs fiscaux poussent par ailleurs au développement de la lisibilité des populations et du territoire. Après 1789, des recensements ont lieu, puis des statistiques sur les rendements agricoles et industriels. Cette administration de plus en serrée du territoire se concrétise avec l'émergence de la figure du préfet, qui met en œuvre des *mesures* administratives, formulées par une autorité désormais bien assise, et éclairées par les *mesures* statistiques rendues possibles par cette unification du territoire. En 1833, la Statistique Générale de la France est créée, service en charge des recensements et de l'observation des mouvements de population. Il est alors rattaché au Ministère du commerce.

Comme en Angleterre, les médecins sont à la pointe du développement de la statistique en France. En 1776, le secrétaire général de la Société royale de médecine lance une vaste enquête pour dresser un plan topographique et médical de la France, mettant en relation maladies et exploitation du sol. Longtemps, la médecine est restée attachée à la singularité du malade, quitte à occulter la dimension sociale des épidémies et de la prévention des maladies. C'est justement la recherche de cette dimension qui va

ouvrir à l'utilitarisme médical : stopper une épidémie implique qu'elle soit considérée comme un tout, de même que les malades. Par ailleurs, l'ouverture à cette dimension sociale aurait pu se traduire différemment, mais elle s'appuie sur la théorie en vogue à l'époque et qui bouleverse aussi bien la conception du monde et de l'humain que les rapports sociaux : une approche par le calcul. Dès lors, la statistique médicale va pouvoir prendre son essor au 19^{ème} siècle, avec Villermé, Bertillon, Moreau de Jonnés et bien d'autres.

L'utilitarisme

Le calcul du risque a longtemps été réservé au monde du commerce. Comme le rappelle l'historien Jean-Baptiste Fressoz, ce sont les marchands pisans et génois qui empruntèrent le mot arabe *rizq* « pour désigner, dans leurs contrats, les pertes et les profits liés à des événements incertains »²¹. Le calcul des risques s'est ensuite généralisé pour devenir l'outil générique de gouvernement des conduites. Or, c'est l'écart par la médecine qui lui a permis de s'étendre à la vie elle-même. Les médecins, davantage peut-être que les économistes, ont propagé ce rapport si singulier au monde.

L'inoculation volontaire de la variole par une entaille et en y injectant du pus prélevé sur une personne faiblement atteinte est connue depuis très longtemps comme une technique permettant d'échapper à la terrible maladie – si toutefois on en sortait indemne. Au 18^{ème} siècle, cette technique suscite débats et controverses qui vont favoriser l'essor d'arguments probabilistes : faut-il prendre le risque de mourir et, par ailleurs, de contaminer les autres, l'inoculé devenant à son tour contagieux ?

Les pasteurs de Boston se mettent à promouvoir l'inoculation au nom d'une nouvelle forme de théologie : « EXPERIENCE ! C'est à toi que l'on doit tout référer »²². Le fait que le taux de mortalité soit plus faible chez les inoculés que chez les malades par contagion devrait justifier le recours à cet ancêtre de la vaccination. La pratique, et surtout l'argument probabiliste, se répand alors. La comptabilité et le calcul doivent être dorénavant considérés comme des conduites morales et légitimées par Dieu : puisque la mortalité est moindre avec l'inoculation, c'est que Dieu souhaite que chacun et chacune s'inocule la variole. Et après tout, la survie après procédé tient du signe de sa grâce. Commence ainsi à poindre cette idée que l'utile est moral parce qu'il est utile. C'est ainsi que l'approche par le calcul des risques s'applique à la vie elle-même – en même temps que naît une médecine interventionniste sur un corps sain, avec son lot d'expérimentations et de cobayes. Encore faut-il préciser que le succès est très relatif, tant les volontaires à l'inoculation sont rares et les solutions de quarantaine privilégiées.

²¹Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, Seuil, 2020, p.31

²²Propos de Cotton Mather, cité par Jean-Baptiste Fressoz, *ibid*, p.37

Ce qui se diffuse alors est une idéologie qui est au cœur de la construction des Etats modernes et du développement du capitalisme industriel : *l'utilitarisme*. Jeremy Bentham, réformateur social créateur de prisons, en a défini la formule qui la résume par « le plus grand bonheur du plus grand nombre ». Ce qui est utile est ce qui permet de maximiser le bonheur de la partie dont l'intérêt est en question. L'utilité devient ainsi l'outil d'évaluation de toute chose et mérite qu'on s'y sacrifie.

L'utilitarisme est donc une idéologie du calcul pour guider les conduites. Elle repose sur une conception particulière de l'utilité : non seulement elle est associée à la recherche du bonheur, mais celui-ci est lui-même confondu avec le bien-être matériel. Par ailleurs, l'utilitarisme contient une certaine conception de la mesure, à savoir une mesure au service de la maximisation, de l'optimisation, de l'efficience. Elle ne se situe pas du côté de la modération et de la tempérance, mais au contraire dans la croissance perpétuelle et infinie.

L'utilitariste n'est pas tout à fait l'individu égoïste. Si la trame de fond est la poursuite de l'intérêt – et sous couvert d'intérêt général, il s'agit en fait le plus souvent d'un intérêt de classe – la spécificité de l'utilitarisme est surtout dans l'approche par le calcul. Chaque action doit découler d'un calcul rationnel sur les conséquences probables. Ce qui compte ne relève pas des moyens et motifs de l'action, mais de ses effets et résultats. L'utilitarisme s'appuie ainsi sur les probabilités et les statistiques pour peser le pour et le contre et lever le plus possible les incertitudes. Les données quantitatives, l'information statistique et les calculs de probabilité, que ce soit pour maximiser les profits ou les espérances de vie, nous somment de nous comporter en individu rationnel. Au passage, l'idée que les fins priment sur les moyens est inscrite dans cette idéologie morale.

Contrairement à une idée répandue et simpliste de la conception libérale des utilitaristes, il ne s'agit pas du tout du laisser-faire sans gouverner : le bon souverain transforme chaque citoyen et citoyenne en individu rationnel et calculateur et agit sur les ressorts de la décision. Du point de vue de l'Etat, il faut connaître le plus possible sa population pour mieux l'administrer, avec pour but de maximiser la richesse et la puissance du pays.

Les Etats modernes s'appuient d'ailleurs sur une légitimité nouvelle, à savoir la Nation. La population est un corps politique supérieur à chaque individu pour lequel chacun et chacune doit être prêt au sacrifice. De fait, l'utilitarisme est un individualisme de masse, permettant d'accorder la poursuite des profits du patron avec la raison supérieure de l'Etat. D'ailleurs, la statistique participe à l'effacement de l'individu singulier et concret au profit de la constitution d'une société de masses, c'est-à-dire d'individus abstraits à la fois séparés les uns et les unes des autres et en même temps rassemblés de fait par une puissance supérieure. La Nation est évidemment la construction sociale la plus explicite de ce mouvement. Alain Desrosières donne un bon

exemple de cette « magie statistique » : il ne s'agit plus de s'intéresser aux chômeurs, c'est-à-dire des individus réels avec leur propre histoire, mais au chômage, c'est-à-dire une masse abstraite dont il est possible de calculer le taux²³.

L'idée centrale contenue dans l'utilitarisme est finalement que le jeu en vaut la chandelle, que le risque est bon à prendre, que le sacrifice à consentir de quelques-uns et unes n'est pas grand-chose par rapport aux bénéfices attendus pour les autres. Il est donc *utile* de sacrifier quelques orphelins pour produire un vaccin, d'exploiter une classe sociale ou de piller durablement des contrées lointaines pour accroître la richesse, de ravager les milieux naturels pour avancer sur la voie du progrès. Peu importe que la maximisation s'appuie toujours sur un tiers-exclu – qui représente souvent la majorité de la population, voire implique parfois l'ensemble du vivant. L'utile ne fait pas dans le sentiment.

« Tous les moyens sont bons pourvus qu'ils soient utiles » est finalement la *doxa* utilitariste. Lamartine pouvait ainsi proclamer à la Chambre des députés en 1842 :

« Il faut payer avec les larmes le prix que la Providence met à ses dons et à ses faveurs, il faut le payer avec larmes, mais il faut le payer aussi avec résignation et avec courage. Messieurs, sachons-le ! La civilisation aussi est un champ de bataille où beaucoup succombent pour la conquête et l'avancement de tous. Plaignons-les, plaignons-nous et marchons ».

La violence intrinsèque au capitalisme industriel est neutralisée, faisant partie du paysage et justifiée au nom des promesses futures. Elle est même transformée en aventure, héroïsant du même coup le progrès et ses promoteurs. C'est alors un outil pour légitimer ce nouvel ordre social.

L'hygiénisme social

Un courant à la fois intellectuel et politique va largement contribuer à non seulement façonner les villes et les activités autour de cette notion d'utilitarisme, mais va aussi contribuer à ce que cette idéologie pénètre les corps et les esprits. L'hygiénisme social est un mouvement visant à réguler les épidémies et la criminalité à travers des pratiques politiques, sociales et urbanistiques. Les hygiénistes sont tour à tour médecins, chimistes, économistes ou administrateurs. Ce sont d'ailleurs des chimistes disciples de Lavoisier et proches de Chaptal qui vont conduire le Conseil de salubrité créé en 1802. Jean-Antoine Chaptal, justement, mérite que nous nous arrêtions sur lui : d'abord médecin, il devient chimiste, dirige la fabrique de la poudre de guerre en 1793, devient ensuite patron d'une manufacture d'acide sulfurique. Il est nommé Ministre de

²³Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, La Découverte, 2010, p.90-91

l'Intérieur en 1801, contribuant ainsi à la réorganisation du territoire. Il devient ensuite sénateur à partir de 1804, puis pair de France jusqu'à sa mort en 1832. C'est à ce titre qu'il fera passer plusieurs lois sur les risques industriels, dévoilant au passage que les conflits d'intérêts ne datent pas d'hier. Homme d'influence, il préside la Société d'encouragement pour l'industrie nationale et le Conseil de perfectionnement de l'Ecole spéciale de commerce. Il publie par ailleurs sa *Chimie appliquée à l'agriculture* en 1823. Il représente à lui seul ce lien entre médecine, économie et administration, sorte de triumvirat de l'utilitarisme, appuyé par l'industrie chimique.

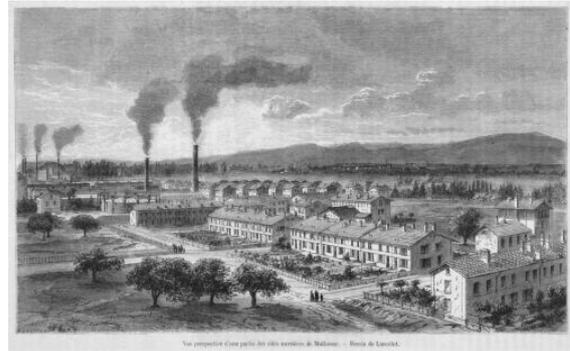
Soutenue par la statistique, l'hygiénisme social produit un glissement : ce ne sont plus les facteurs environnementaux, comme les émanations toxiques des manufactures, qui sont considérés comme les causes de la maladie, mais les conditions sociales, et en premier lieu la misère et la moralité des classes populaires. Les hygiénistes mettent ainsi en cause les mauvaises habitudes et les manières de vivre des « gens de bras » et des classes populaires en général. Par exemple, Lucien Bergery, ingénieur et moraliste, s'inquiète de la santé des ouvriers messins d'une drôle de façon²⁴. L'affaiblissement des corps serait lié à l'intempérance, c'est-à-dire aux excès et plaisirs des ouvriers. Il fustige leurs penchants pour l'alcool et condamne la sociabilité des cabarets. Il conseille ainsi, à la façon du moraliste, la lecture dans sa chambre plutôt que les loisirs des tavernes. Par la même occasion, les ouvriers se trouvent ainsi plus frais et plus disponibles pour augmenter les cadences. Il faut du capital humain en bonne santé pour maximiser la production. La santé est d'abord pensée comme source de productivité.

En mettant en avant les comportements individuels, les maladies changent d'origine : de cause industrielle, elles deviennent des produits de la misère matérielle et morale. De responsable, les patrons se transforment en solution. Ce sont eux qui, par la production de richesses et la moralisation des ouvriers, peuvent permettre l'amélioration générale de la santé. Le patronage accompagne l'hygiénisme social. La responsabilité est quant à elle reportée sur le travailleur ou la travailleuse, et non plus dans ce qui est craché par les cheminées des usines ou déversé dans les rivières pour accumuler du capital. Louis-René Villermé, membre du Conseil de salubrité, ne saurait être plus clair : « les ateliers ne sont point exposés à ces prétendues causes d'insalubrité. On s'est singulièrement mépris en leur attribuant des maladies que produites par le travail forcé, le manque de repos, le défaut de soins, l'insuffisance de la nourriture, les habitudes d'imprévoyance, d'ivrognerie, de débauches et pour tout dire en un mot, des salaires au-dessous des besoins réels »²⁵. L'amélioration de la condition des travailleurs et travailleuses vise d'abord à sauver les usines et à prolonger l'aménagement capitaliste et industriel du territoire.

²⁴Gérard Seignan, « L'hygiène sociale au 19^{ème} siècle : une physiologie morale », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 40 | 2010, 113-130

²⁵Louis-René Villermé, cité par Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, Seuil, 2020, p.203

Comme le note Jean-Baptiste Fressoz, « l'hygiénisme est un industrialisme »²⁶. Les conséquences en termes de pollutions et de maladies sont connues et documentées dès l'établissement des premières manufactures et l'essor de l'urbanisation. Le but est de gérer ces nuisances pour continuer l'industrialisation, mais aussi au passage de rendre l'assainissement financièrement



Cité ouvrière à Mulhouse 1

profitable. Tout résidu qui peut être « recyclé » dans le processus productif permet de créer de la valeur et de s'intégrer encore davantage au tissu urbain. L'industrie chimique va ainsi vendre des résidus pour le gaz d'éclairage, par exemple, tandis que la récupération des excréments pour l'agriculture va ouvrir un nouveau marché lucratif. L'hygiénisme crée ainsi de nouveaux débouchés et rend la société de plus en plus dépendante du système industriel. Il n'est donc pas étonnant de trouver nombre d'industriels de la chimie parmi les hygiénistes.

De fait, il faut penser l'action des hygiénistes dans la fondation même d'un ordre bourgeois et industriel. Il s'agit ainsi de faire accepter l'industrie en produisant de l'ignorance sur ses nuisances, produire et accumuler du capital sans entrave en s'appuyant sur une main d'œuvre efficace, stigmatiser la sociabilité populaire, justifier les politiques de ségrégation sociale et fabriquer une idéologie du progrès. L'hygiénisme marque une forme d'aboutissement logique du mouvement de moralisation et de normalisation des classes populaires. Il vise la santé physique autant que sociale et morale : il vise *l'Ordre*.

L'hygiénisme va promouvoir le contrôle de soi et la rationalisation des moindres faits et gestes, inscrivant le nouvel ordre social dans les corps et les esprits. La mise en mesure du monde est aussi un dispositif cognitif et d'imprégnation des corps. La langue nationale colonise les imaginaires, les distances parcourues ne se représentent plus de la même manière lorsqu'elles sont mesurables objectivement, l'expérience dans son ensemble est transformée quand elle est appelée à se confondre avec des calculs de probabilité, etc. Cette dynamique va même instituer un nouveau rapport au temps et une quantification spécifique de ce temps : dès lors, le travail comme source de la valeur dans le processus de production capitaliste apparaît. Comme l'a montré Karl Marx, le fondement de la valeur, c'est le travail, c'est-à-dire la dépense d'énergie humaine. La mise en mesure du monde a été un préalable au déploiement de la civilisation du travail. L'historien Edward P. Thompson a décrit comment l'omniprésence de l'horloge a permis

²⁶Ibid, p.193

le découpage rationnel de la journée et de l'activité²⁷, jusqu'à faire entrer le chronomètre dans les usines avec l'ingénieur Taylor, père du taylorisme. L'horloge et le chronomètre ont ainsi été deux outils de disciplinarisation des masses. Le réveil qui sonne tous les matins le rappelle chaque jour.

La poursuite des intérêts supérieurs des classes dirigeantes est relativement flagrante dans l'hygiénisme social. Ce développement de l'homogénéisation et de la mesure ne va pas seulement permettre la création des Etats modernes, instruments permettant au capital de s'accumuler. La poursuite de la richesse est bel et bien un mobile central. L'Etat va toutefois s'imprégner de cette doctrine de l'hygiène à sa manière. Ce qui le pousse à agir est la surmortalité des villes industrielles comme Marseille, qui ne croissent que grâce à l'exode rural. L'eau est sale et stagnante, diverses activités empoisonnent l'air, air qui circule peu. La concentration humaine et la corruption des milieux créent des conditions d'insalubrité : les facteurs environnementaux reviennent sur le devant de la scène face à l'ampleur de la surmortalité. Or, il y a besoin de main d'œuvre. La morphologie des villes doit changer : les rues sont élargies, le tout-à-l'égout apparaît, les activités polluantes sont concentrées dans les faubourgs, au détriment de la plèbe qui y vit déjà, l'excréta des citadins et citadines est récupéré à des fins d'utilisation agricole. Les ingénieurs et les architectes prennent peu à peu le pouvoir, annonçant les grands travaux haussmanniens.

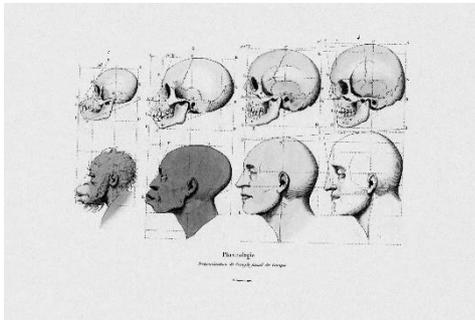
L'hygiénisme n'a pas été monolithique : s'il participe à mettre l'accent sur la responsabilité individuelle au détriment des facteurs environnementaux et sociaux, il va aussi contribuer à modifier les milieux de vie urbains pour les rendre moins insalubres. L'amélioration de la santé et l'augmentation de l'espérance de vie sont essentiellement le résultat de mesures d'hygiène relativement basiques, par ailleurs connues et expérimentées depuis très longtemps : pensons aux réseaux d'égout à Mohenjo-Daro il y a 5000 ans, aux salles de bains à l'étage à Akro-Tiri il y a plus de 3500 ans, ou encore aux bains publics romains.

Les actions développées par l'hygiénisme sont surtout une solution déployée par crainte de la dénatalité et de la baisse démographique liées notamment à l'industrialisation de nos pays et veut préserver le « capital humain » de la nation. On le voit d'ailleurs se renforcer après chaque guerre, pour produire de la chair à usine, de la chair à canon et de la chair à trottoir. Les motivations sont ainsi restées marquées par l'idéologie des classes dirigeantes et les actions mises à leur bénéfice. Elles ne se limitent toutefois pas à la course aux profits. La recherche de puissance, et donc le pouvoir politique, est préalable.

L'hygiénisme va d'ailleurs se prolonger dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle en embrassant les idéologies les plus conservatrices,

²⁷Edward P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, La Fabrique, 2004

notamment racistes et eugénistes. C'est le cas par exemple du polytechnicien, ingénieur et démographe Lucien March. Il dirige la Statistique générale de France entre 1896 et 1920, orientant tout autant ses étudiants vers des recherches économétriques que rédigeant des articles prônant la sélection des plus aptes. Il fait ainsi le pont entre rationalité statistique et eugénisme.



Racialisme 1

René Martial, socialiste réformateur devenant l'un des papes de la raciologie française, incarne à lui seul cette trame réactionnaire de l'administration des populations par les sciences modernes. Il crée en 1909 un laboratoire consacré à l'hygiène ouvrière, afin d'appuyer certaines revendications ouvrières, et finit par écrire en 1943 *La race et ses aïeux*, fascicule du Secrétariat général

de la jeunesse pendant le régime de Vichy. Utilitarisme, hygiénisme et racisme se succèdent sans problèmes. Il faut maximiser les bonheurs et minimiser les pertes, en acceptant la casse qui va avec – y compris par l'expérimentation médicale sur les prisonniers, les pauvres, les esclaves, les colonisés. Cette casse ne serait après tout que l'expression de la sélection naturelle, dont le pivot serait la survie des plus aptes. Sélection naturelle qu'il suffirait d'aider un peu avec les outils scientifiques en plein essor, notamment de statistiques et de connaissances des populations. L'eugénisme boucle la boucle. Il ne faudrait pas y voir une quelconque expression de méchanceté, bien au contraire : il s'agit de favoriser le développement de la civilisation, en restant sourd aux cris des souffrances nécessaires à l'amélioration du bonheur des sélectionnés.

C'est sur cette trame qu'émergent les politiques d'assistance publique et l'Etat social. Le concept d'Etat social (*Sozialstaat*) vient en effet de Bismarck pour qui la mise en place d'une protection sociale était surtout destinée à étouffer l'essor du mouvement ouvrier, et visait explicitement à l'intégrer dans la course à la croissance et à l'industrialisation accélérée de l'Allemagne. L'utilitarisme est une morale antihumaniste dans ses fondements. L'enrobage dont se pare l'Etat social par la suite se défait quand on revient à l'histoire et aux origines de sa construction.

Le développement de l'Etat social va même contribuer à certains égards en un accroissement du pouvoir administratif, de la lisibilité des populations et au contrôle des territoires. La solidarité nationale, organisée d'en haut, suppose un maillage plus serré s'appuyant sur les statistiques. D'ailleurs, l'un des ouvrages majeurs du célèbre économiste de l'Etat-Providence Keynes s'inscrit dans cette rationalité statistique et est un *Traité sur les probabilités* (1921).

Les paradoxes d'un nouveau rapport au monde

Il a finalement fallu développer un rapport au monde particulier, basé sur le découpage, la classification, l'évaluation, la réglementation, la probabilité, le calcul et la mesure, avant de le transformer radicalement. L'essor des machines, des chemins de fer, des cheminées d'usine, des systèmes d'éclairage public, c'est-à-dire d'une artificialisation jusque-là jamais connue du monde a été rendu possible par le déploiement d'une rationalité particulière : statistique, certes, mais surtout relevant de ce qui est connu sous le nom d'utilitarisme.

C'est ainsi qu'à mesure que l'utilitarisme fabrique une masse d'individus calculateurs, les technosciences et l'industrie constituent un monde artificiel à sa mesure. Le monde de l'économie est bâti de toute pièce pour que la réalité retorse colle à la philosophie politique libérale. Se creuse alors, par les supports respectifs de l'utilitarisme et de l'industrie, le paradoxe pertinemment explicité par l'historien Jean-Baptiste Fressoz :

« Un chiasme curieux caractérise notre société libérale et technologique : d'un côté nous transformons radicalement la nature quand de l'autre nous proclamons l'impossibilité de modifier la société. Le libéralisme combine une acceptation supposément réaliste des buts humains et de l'organisation sociale tels qu'ils sont, avec un projet utopique de maîtrise et de transformation du monde. Son cosmos se compose d'individus immuables dans leur recherche de richesses, placés à l'intérieur d'un monde infini et d'une nature malléable »²⁸.

Ce paradoxe est possible par ce nouveau rapport au monde qui se développe alors des physiocrates à l'école de statistique allemande, de l'arithmétique politique britannique à l'hygiénisme social : l'obsession de la mesure de toute chose. « Or, mesurer une chose, c'est aussi en éprouver la consistance, en la dotant d'une extériorité, d'une indépendance par rapport à son inventeur ou à son observateur (selon le point de vue, relativiste ou réaliste). Ainsi rendue constante (objective) par une mesure, une chose peut être incluse dans une machine, système de choses qui se tiennent entre elles indépendamment de son constructeur. Ici, la machine est un *modèle*, qui simule la société, non seulement par une nomenclature, mais aussi par des mesures »²⁹. A ceci près que le modèle devient la base à partir de laquelle appréhender le réel et remplace peu à peu le réel. Les classes dirigeantes peuvent ainsi projeter sur la société leur idéal – et les nouvelles technologies, comme le nucléaire et le numérique, vont par la suite servir d'accélérateur à cette forme de dépossession.

²⁸ Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, Seuil, 2020, p.329

²⁹ Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, La Découverte, 2010, p.42

Le conservatisme social associé à l'idéologie du progrès n'est pas le seul paradoxe des sociétés mues par l'utilitarisme. Il y en a un autre qui relativise la prétention à la lisibilité des territoires et des populations. Les Etats modernes se construisent avec la volonté de classer, mesurer et contrôler, que Pierre-Joseph Proudhon a décrit de manière polémique ainsi :

« Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu... Être gouverné, c'est être à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale »³⁰.

Celui qui s'est déclaré anarchiste quelques années auparavant se place du côté du dominé (du seul dominé masculin malheureusement, Proudhon étant misogyne), de celui qui doit se soumettre et subir l'humiliation de l'assujettissement. Il faut que l'individu rentre dans des cases, bon gré mal gré. Mais le réel a la peau dure et rentre difficilement dans les catégories simplifiées établies par le pouvoir – d'autant que certains et certaines rebelles s'échinent à ne pas le faire y entrer.

De manière générale, la construction des Etats modernes est motivée par la volonté de simplifier ce qui est à administrer, de permettre une meilleure lisibilité des populations et des territoires. Toutefois, les simplifications étatiques relèvent d'un projet de lisibilité jamais entièrement réalisé. Comme le précise James C. Scott, « les données à partir desquelles ces simplifications émergent souffrent, à des degrés divers, d'inexactitudes, d'omissions, d'agrégations trompeuses, de fraude, de négligence, de distorsions politiques, et ainsi de suite »³¹. Il y a des choses qui échappent à l'œil de l'Etat et s'il a une prétention à la totalité, c'est une prétention qu'il ne peut jamais satisfaire pleinement.

Des quatre traits évoqués par James C. Scott pour caractériser les sociétés modernes, capitalistes et industrielles, les trois premiers sont exacts : une administration renforcée pour contrôler les populations, l'essor de l'idéologie du progrès et d'un modèle rationnel d'ordre social, un caractère autoritaire en période de crise – la

³⁰Pierre-Joseph Proudhon, *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle*, Paris, Garnier frères, 1851, p. 341

³¹James C. Scott, *L'œil de l'Etat*, La Découverte, 2021, p.129

succession des régimes en France au 19^{ème} siècle est sur ce point explicite. Le quatrième trait est toutefois à relativiser : une société civile faible et sans réelle capacité de résistances. Certes, le déchaînement technologique contemporain a sans doute resserré le maillage utilitaire. Mais la dépendance accrue aux systèmes techniques et aux calculs s'accompagne d'une plus grande fragilité de l'appareillage. L'utilitarisme a pour le moment réussi son hégémonie, mais non sans se heurter à de vives résistances et de véritables soulèvements. C'était le cas hier et c'est toujours le cas aujourd'hui, et c'est probablement sous cet angle qu'il faut appréhender les nombreux sabotages de caméras de vidéosurveillance, d'antennes-relais, de fibre optique, d'industriels de la technologie de pointe, etc., ou encore les soubresauts de révolte qui parcourent encore la planète et qu'une longue gestion autoritaire de crise sanitaire n'a pas su étouffer. N'hésitons pas à les propager, pour qui a encore le souci de la liberté. Pour que nous faisons la plus belle des rencontres : la révolution sociale ; et qu'enfin les mauvais jours finissent.

***En conclusion**, la forme de l'Etat s'est transformée au moment où il s'est imposé à travers le monde, exporté par les colonisateurs occidentaux. Il est ainsi devenu Etat-Nation. Le nationalisme fournit le supplément d'âme de la machine bureaucratique froide qu'est l'Etat moderne, transformant les individualités en masses serviles : les nations ne sont ni des produits naturels, ni des nécessités historiques, mais des constructions sociales, fruits de l'effort d'individus de pouvoir constitués en forces sociales. Il est aussi devenu Etat moderne. Le pouvoir étatique simplifie le réel et cherche obstinément à faire entrer êtres et choses dans des catégories abstraites : la construction des Etats modernes est motivée par la volonté de simplifier ce qui est à administrer, de permettre une meilleure lisibilité des populations et des territoires. L'utilitarisme est au cœur de la construction de cette forme étatique et du développement du capitalisme industriel : fourbi par la statistique allemande, l'arithmétique politique britannique et l'hygiénisme social français, serviteurs du pouvoir, cette idéologie s'impose dans la vie quotidienne. Cette dernière doit être régie par l'obsession du calcul, et finalement par l'idée que tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins, pourvus qu'ils soient utiles.*

Adda Potlatch

Pour aller plus loin :

Mikhaïl Bakounine, *Le principe de l'Etat*, 1871

Pierre Clastres, *La société contre l'Etat*, 1974

Jean-Marie Constant, *Naissance des Etats modernes*, 2000

Alain Desrosières, *La politique des grands nombres*, 1993

Jean-Baptiste Fressoz, *L'apocalypse joyeuse*, 2020

David Graeber et David Wengrow, *Au commencement était...*, 2021

Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme*, 1992

Arthur Hocart, *Rois et courtisans*, 1978

Edouard Jourdain, *Le sauvage et le politique*, 2023

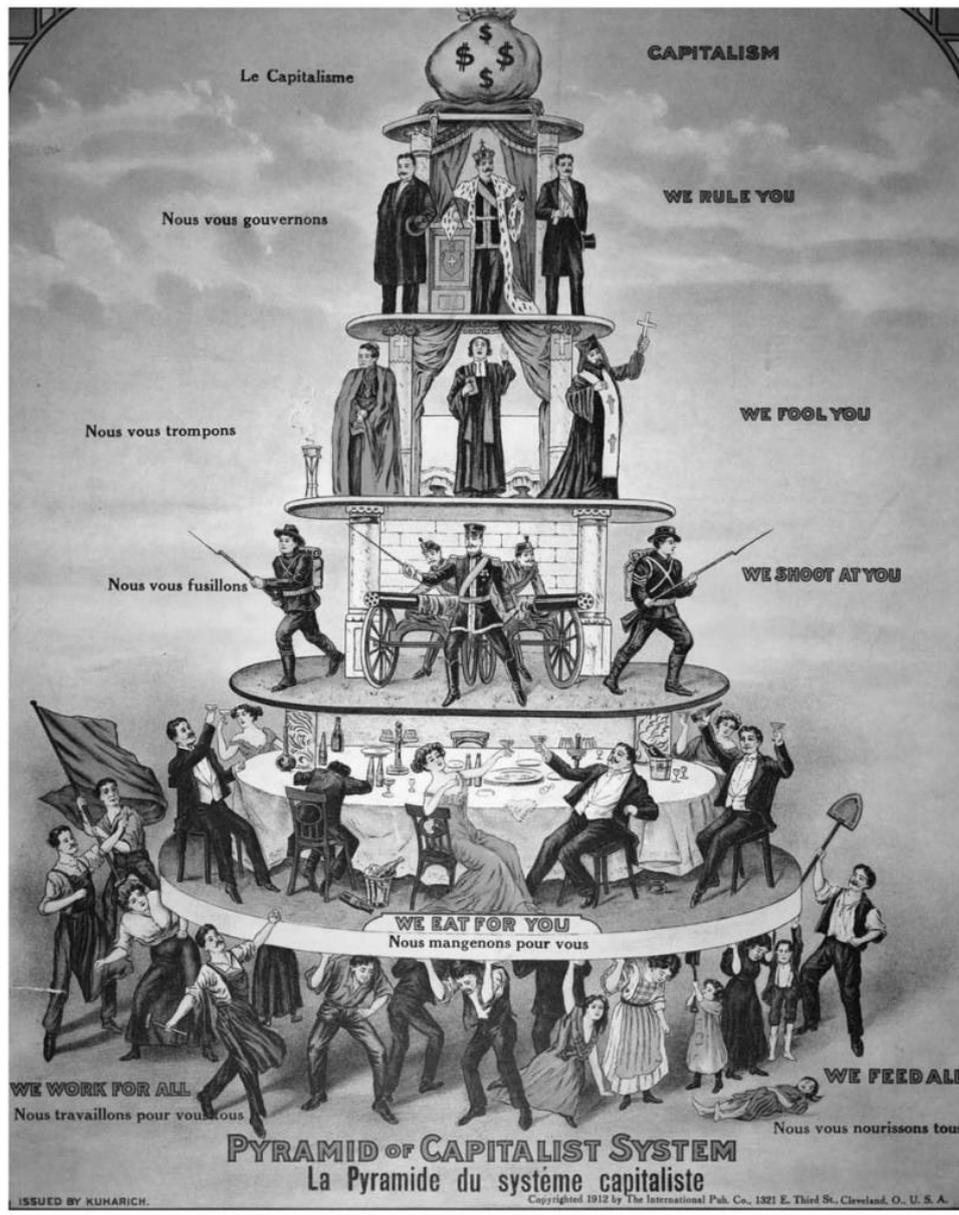
Etienne de La Boétie, *Discours sur la servitude volontaire*, 1548

James C. Scott, *L'œil de l'Etat*, 1997

Alain Testart, *La servitude volontaire*, T.1 et 2, 2004

Edward P. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*, 1967

Max Weber, *Economie et société*, 1921



La Boétie, en 1548, suggère que le pouvoir n'est pas le fruit de la nécessité, mais d'une mauvaise rencontre. Presque d'un malheureux hasard. Retracer l'histoire de l'apparition de l'Etat et de sa forme contemporaine permet de mieux saisir sa réalité, toujours avec comme perspective de s'en défaire. La liberté n'est en effet pas possible à l'ombre de l'Etat.